

## Les ressorts de la création d'emploi aux Etats-Unis

# Les PME américaines font rêver les Français

*Mieux financées, sans lourdes contraintes administratives et sociales, les PME américaines sont légion. Et elles créent la majeure partie des emplois nouveaux du pays.*

WASHINGTON :  
Sophie ROQUELLE

Rosemary Reed n'est pas du genre à se morfondre. Deux mois après son licenciement par la Fox Television (avec 15 jours de préavis), elle a créé sa propre société de production... dans sa cuisine ! « *If you rest, you rust* » (se reposer, c'est rouiller), aime-t-elle à répéter. Et comme les banques ne voulaient pas lui prêter un cent, Rosemary s'est fait crédit à elle-même en tirant 8 000 dollars (un peu plus de 40 000 francs) sur sa carte bancaire pour acheter un ordinateur et le matériel de bureau nécessaire.

Dix ans plus tard, cette brune à la quarantaine dynamique ne regrette pas l'aventure : « *Je travaille moins et je gagne beaucoup plus d'argent que lorsque j'étais salariée.* » Avec ses 15 employés et 10 millions de francs de chiffre d'affaires, sa société Double R Productions est devenue aujourd'hui un bon risque pour les banques, qui ne cessent de lui proposer leurs services. Rosemary les éconduit poliment : « *Nous n'avons pas de dette et nous voulons rester petit.* »

Ils sont aujourd'hui plus de 23 millions d'entrepreneurs aux Etats-Unis. C'est un million de plus qu'il y a deux ans et 10 fois plus qu'en France ! Ils représentent 99,7 % des employeurs et emploient plus de 53 % de la main-d'œuvre. Rarement les PME ont autant contribué à la croissance et à l'emploi américains que ces cinq dernières années. De 1991 à 1995, les entreprises de moins de 500 salariés ont créé 10,5 millions de « jobs », tandis que celles de plus de 500 personnes en perdaient plus de 3 millions. Et pour la seule année 1996, la plupart des 2,8 millions d'emplois nouveaux ont été le fait de petites et moyennes entreprises.

Les réductions d'effectifs massives des grands groupes, obsédés par le « *downsizing* » (réduction de taille), ont



« La PME est reconnue ici comme un élément moteur dans la nouvelle donne économique », estime Jean-Pierre Raffarin, le ministre des PME, ici en compagnie de son homologue américain, Ira Magaziner, conseiller du président Clinton, lors d'une mission d'information aux Etats-Unis. (DR.)

poussé beaucoup d'anciens salariés, comme Rosemary Reed, à se mettre à leur compte. Souvent pour travailler pour leur ancienne société ! Ils ont hérité d'un surnom : les « *corporate refugees* » (les réfugiés de la grande entreprise). Ce phénomène a permis d'amortir le choc de plans sociaux dont l'ampleur est inimaginable en Europe : 128 000 emplois supprimés chez ATT en quatre ans, 122 000 chez IBM, près de 100 000 chez General Motors, etc.

### Des idées à importer

Mais c'est aussi l'ascension fulgurante de toute une génération d'entrepreneurs qui fait rêver l'Amérique d'aujourd'hui. Son porte-drapeau ? Bill Gates, 41 ans, le patron de Microsoft. « *Dans l'un de ces garages, est en train de travailler le futur Bill Gates* », proclame un gigantesque panneau publicitaire montrant une

vue aérienne d'une banlieue américaine.

Parmi les dix entreprises qui ont créé le plus d'emplois ces dernières années, la moitié n'existait pas il y a 20 ans. Depuis le début des années 90, la révolution multimédia a fait naître de nouvelles « *success stories* » : fondé il y a cinq ans, Netscape pèse 346 millions de dollars aujourd'hui.

Des PME qui deviennent des géants en quelques années, créent des millions d'emplois et viennent régulièrement allonger la liste des milliardaires : forcément, ça donne à réfléchir. Sartout en France où les petites et moyennes entreprises sont le maillon faible de la chaîne économique. Après Bill Gates, venu prêcher la bonne parole à l'Élysée au début du mois, Jean-Pierre Raffarin, le ministre des PME, vient de conduire une « mission d'information » aux Etats-Unis.

De ses contacts avec les responsables de la Small Business Administration (SBA) et le

conseiller du président Clinton chargé notamment des PME, Ira Magaziner, Jean-Pierre Raffarin a retenu que « *la PME est reconnue ici comme un élément moteur dans la nouvelle donne économique* ». Une reconnaissance clairement affichée dans un texte législatif (le Small Business Act) et réaffirmée par la SBA, qui assure « *la promotion et la protection des PME* », souligne M. Raffarin.

D'où l'idée du ministre de proposer, sur le même modèle, « *une loi d'orientation* » et de transformer la toute nouvelle banque de développement des PME en véritable « *agence* », dont le rôle irait au-delà des financements et garanties bancaires. D'où l'idée du ministre de proposer, sur le même modèle, « *une loi d'orientation* » et de transformer la toute nouvelle banque de développement des PME en véritable « *agence* », dont le rôle irait au-delà des financements et garanties bancaires. D'où l'idée du ministre de proposer, sur le même modèle, « *une loi d'orientation* » et de transformer la toute nouvelle banque de développement des PME en véritable « *agence* », dont le rôle irait au-delà des financements et garanties bancaires.

trait de mettre en place des programmes de soutien spécifiques (sur l'innovation, par exemple) et de peser afin que les PME obtiennent leur part dans les marchés publics.

### La sélection par l'échec

Il faudra sans doute plus qu'une nouvelle loi pour que les PME françaises rattrapent leur retard sur leurs homologues américaines. Avec une papéraserie réduite au minimum (sauf pour les impôts) et des lois sociales peu contraignantes, rien n'arrête les candidats à l'aventure entrepreneuriale. « *Ici, tout est plus facile* », résume Gérard Bertholon, qui gère Vie de France, une entreprise de plats cuisinés filiale du groupe Vilgrain. Ses employés, payés à l'heure, travaillent au gré de la demande.

La rançon de cette flexibilité est une concurrence effrénée, y compris sur le marché de l'emploi. La sélection se fait par l'échec. Faire faillite n'est non seulement pas considéré comme une tare mais comme une qualité. « *Pour tenir le coup dans les affaires, il faut être capable d'échouer* », explique Jere Glover, l'un des responsables de la SBA.

Mais au-delà des différences culturelles, la grande chance des PME américaines réside dans les sociétés de capital-risque. Largement alimentées par les fonds de pension, elles ont financé l'essentiel de la croissance des jeunes entreprises ces dernières années et notamment le développement de toute l'industrie high-tech. Un rôle que les banques n'assument plus.

En 1995, 15 000 PME ont bénéficié de l'apport de fonds de capital-risque et 203 ont été introduites en Bourse, au Nasdaq. La richesse ainsi créée cette année-là s'est élevée à 26 milliards de dollars (143 milliards de francs). Di quoi faire quelques millionnaires de plus...